

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 JUIN 1905.

PROJET DE LOI MODIFIANT L'ARTICLE 295 DU CODE CIVIL ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. DOHET.

MESSIEURS,

Le projet de loi a pour but principal de permettre aux époux divorcés de se réunir; adopté par 105 voix contre 6 dans la séance de la Chambre du 19 janvier 1903, il a recueilli au Sénat, après avoir été modifié sur des points secondaires, 68 suffrages contre une seule abstention et un seul vote négatif.

La Commission du Sénat, à l'unanimité de ses membres, proposait deux modifications au texte voté par la Chambre. Elle dispensait les époux qui se remarient, d'observer les délais des articles 297, 228 et 296 du Code civil, si l'épouse n'a pas contracté dans l'intervalle un autre mariage dont la dissolution remonte à moins de dix mois.

Cette disposition a rencontré l'adhésion entière du Sénat. La seconde modification supprimait la disposition interdisant aux époux d'adopter des conventions matrimoniales différentes de celles qui réglaient leur union avant le divorce.

Une proposition de maintenir le texte de la Chambre, déposée par M. Vandenpeereboom, a été rejetée le 13 avril au Sénat par assis et levé; soumise le 9 mai, à un appel nominal, elle a été de nouveau repoussée par 40 voix contre 28.

La Commission de la Chambre, à l'unanimité de ses membres présents,

⁽¹⁾ Projet de loi, n° 164.

⁽²⁾ La Commission, présidée par M. NERINCX, était composée de MM. DECOCQ, HARMIGNIE, DENIS, HEYMANS, RAEMDONCK, MABILLE et DOHET.

s'est ralliée au projet de loi modifié, tel qu'il a été adopté dans son ensemble par la presque unanimité du Sénat.

Aux termes de l'article 228 du Code civil, la femme ne peut contracter un nouveau mariage qu'après dix mois révolus depuis la dissolution du mariage précédent, et l'article 296 porte que, dans le cas de divorce pour cause déterminée, la femme divorcée ne pourra se remarier que dix mois après le divorce prononcé.

Dans le cas de divorce par consentement mutuel, aucun des deux époux ne pourra contracter un nouveau mariage que trois ans après la prononciation du divorce (art. 297).

En fait, le cas d'un remariage des époux moins de dix mois après le divorce prononcé ne se présentera guère ou plutôt ne se présentera pas, et une réflexion du même genre pourrait peut-être se faire en ce qui concerne le délai de trois ans imposé à ceux qui divorcent par consentement mutuel, les dispositions légales, et notamment l'attribution de la moitié des biens de chacun des époux, du jour de leur première déclaration, aux enfants nés de leur mariage, paraissent une garantie suffisante que les époux ne divorcent pas par consentement mutuel pour se remarier ensuite à bref délai.

Déjà les honorables MM. Lemonnier et Janson avaient posé à la Chambre la question de savoir si les articles 296 et 297 seraient maintenus et étaient encore en vigueur.

Le Sénat a estimé que la raison d'être de ces dispositions a cessé d'exister si les deux anciens époux se réunissent sans que la femme ait, dans l'intervalle, noué une autre union dissoute à son tour.

Le délai de dix mois n'est nécessaire que pour éloigner toute contestation au sujet de la paternité; quant au délai de trois ans, il pourrait avoir pour résultat d'empêcher la révocation du divorce et la restauration de la famille, alors que le projet de loi a précisément pour but de favoriser la réunion des époux.

Nous concluons ne pas voir d'inconvénient, mais plutôt trouver avantage à ne point contraindre les époux qui se remarient à observer les délais des articles 297, 228 et 296 du Code civil.

Le Sénat a supprimé, d'autre part, l'alinéa suivant, voté par la Chambre :

« Les époux ne pourront, sauf le droit prévu par l'article 1451, adopter des conventions matrimoniales différentes de celles qui réglaient leur union avant le divorce. En cas d'absence de convention et en cas de conventions contraires à celles de l'ancien contrat de mariage, celles-ci seront rétablies de plein droit. »

Les auteurs du projet de loi ont d'abord et incontestablement eu en vue de faire disparaître la disposition condamnée par l'intérêt social et par la morale de l'article 295 du Code civil suivant laquelle les époux divorcés pour quelque cause que ce soit, ne pourront plus se réunir.

L'abrogation de l'article 295 du Code civil constitue une œuvre de logique, de raison, de conscience, de moralité, d'humanité et de justice.

Nous avons cru utile, pour réaliser plus facilement le but poursuivi, d'emprunter à l'avant-projet du Code civil de M. Laurent le texte de notre proposition, autorisant les époux divorcés à se réunir en célébrant de nouveau

leur mariage et en rétablissant leurs conventions matrimoniales telles qu'elles avaient été primitivement réglées.

Mais la question des intérêts pécuniaires est évidemment secondaire par rapport à la disposition fondamentale du projet.

L'honorable Ministre de la Justice avait déjà fait de la disposition concernant les conventions matrimoniales une disposition séparée, distincte, parce que, disait-il, incontestablement dans la pensée des auteurs du projet, la réunion nouvelle des époux, la validité de leur remariage, n'était point subordonnée à l'intervention d'un contrat rétablissant les conventions matrimoniales primitives. Aussi l'amendement soumis à la Chambre portait : « en cas d'absence de conventions ou de conventions contraires à celles de l'ancien contrat de mariage, celles-ci seront rétablies de plein droit, sanction jugée nécessaire de l'interdiction faite aux époux d'adopter des conventions matrimoniales différentes de celles qui réglaient leur union avant le divorce.

Nous devons reconnaître qu'un tel amendement, combattu à la Chambre par l'honorable M. Mabillet, faisait violence à la loi générale; le Code, dans l'article 1400, suppose que si les époux primitivement mariés sous le régime de la communauté d'acquêts, le régime de la séparation de biens ou tout autre régime contractuel, se marient de nouveau sans faire de contrat, lesdits époux sont mariés par la force des choses sous le régime de la communauté légale.

Le projet qui vous est soumis porte que les époux divorcés pourront se réunir en faisant célébrer de nouveau leur mariage.

Ceci implique que cette nouvelle célébration est assujettie à toutes les conditions de forme et de fond des mariages.

Il y aurait toutefois, suivant la disposition adoptée par la Chambre, un effet produit par le souvenir de l'ancienne union, à savoir : les époux ne pourraient adopter d'autres conventions matrimoniales que celles qui accompagnaient leur premier mariage.

Cette solution, examinée de près au Sénat, y a été l'objet des critiques les plus sérieuses.

Sans doute, nous saisissons volontiers, en qualité de rapporteur, l'occasion de rendre un nouvel hommage au principe de l'immutabilité du mariage, dont la consécration légale nous paraît de plus en plus réclamée par l'intérêt de l'enfant, de la société et de l'humanité.

Mais ce vaste et grave problème ne se pose pas en ce moment devant nous, nous examinons simplement, au point de vue du contrat qui régira le remariage des époux, les dispositions de notre loi civile.

Or, la discussion au Sénat a mis particulièrement en lumière que, sous l'empire du Code, le mariage ayant été dissous par le divorce, au remariage des époux correspond nécessairement un nouveau contrat.

Le régime adopté par les époux était une convention, et il n'y a pas de convention sans concours de consentement pour la rétablir.

Le jugement rendu a, d'ailleurs, donné des droits aux époux, ils ne peuvent en être privés sans leur volonté.

Cela est tellement exact que si les époux, au lieu de se réunir, usaient de la faculté leur donnée par la loi civile et épousaient chacun de leur côté une

personne différente, ils seraient libres de faire telles conventions que bon leur semblerait.

On se demande d'ailleurs, avec l'honorable M. Braun, rapporteur de la loi au Sénat, pourquoi interdire aux époux qui se remarient ce que la loi permet aux époux simplement séparés de corps.

L'article 1431 du Code civil édicte que la communauté dissoute par la séparation ne peut être rétablie que du consentement des deux parties, et elle ne peut l'être que par un acte devant notaire et avec minute, dont une expédition doit être affichée dans la forme de l'article 1445.

Les motifs de l'article 1431 du Code civil en matière de séparation de corps sont à fortiori applicables aux époux qui se remarient après divorce prononcé, et la faculté laissée aux époux séparés de corps n'est nullement en harmonie avec la disposition prescrivant aux époux divorcés qui veulent se réunir de revenir à l'ancien contrat.

Il se trouve que les époux dont le mariage n'a point été dissous, dont le lien n'a été que relâché, peuvent, malgré une réconciliation survenue depuis, opter entre le maintien de l'ancien régime (article 1431) ou l'adoption du nouveau (article 311), tandis que les époux dont le mariage a été rompu par le divorce, qui pourraient même, suivant la loi civile, se remarier avec des tiers, n'ont pas ce droit.

Aux raisons juridiques se joignent des raisons morales dont les auteurs du projet de loi ont à tenir compte.

« Si la société des personnes avait pour conséquence nécessaire la société de biens, les époux, dit Laurent, pourraient préférer de rester séparés de corps; la loi qui favorise la réunion des époux devait donc leur laisser une entière liberté pour ce qui concerne le règlement de leurs intérêts pécuniaires. »

Le Ministre de la Justice disait au Conseil d'État, dans la séance du 16 nivôse, an X : « Le mariage est le plus saint des contrats, la loi n'en autorise qu'à regret la dissolution; on ne peut donc trop désirer qu'il se rétablisse : c'est l'intérêt de la société, des enfants, des familles.

» Tout ce qu'on objecte ne détruit pas ces considérations. Auprès de si grands intérêts, que sont les intérêts pécuniaires? »

Il ne faut pas exagérer, du reste, la crainte que les époux ne divorcent pour modifier leurs conventions matrimoniales?

Le divorce n'est pas, comme le faisait observer l'honorable M. Vanden Heuvel, chose si simple; il exige des formalités, des longueurs, des frais, l'intervention de la justice; en outre, dans l'état de nos mœurs, il implique souvent un amoindrissement relatif de la situation sociale, de telle sorte que personne ne s'engage dans cette procédure sans mûres réflexions.

Quelle fraude peut-on craindre lorsque le divorce a pour cause les excès, sévices et injures graves? Et lorsque le divorce aura été prononcé par consentement mutuel, l'attribution de la propriété de la moitié des biens de chacun des deux époux aux enfants nés de leur mariage ne garantit-elle pas déjà contre un divorce ayant uniquement pour but de modifier les conventions matrimoniales?

Enfin, et cet argument de fait a quelque chose de décisif, pour que ne

soit pas retardé le vote d'un projet de loi voté dans sa disposition essentielle par la quasi-unanimité des membres de la Chambre et du Sénat; si les époux nourrissaient des intentions frauduleuses, au lieu de recourir à la mesure extrême du divorce, ils trouveraient dans la vie quotidienne bien d'autres moyens et plus efficaces pour dénaturer leur patrimoine et le soustraire à leurs créanciers.

Le rétablissement des conventions matrimoniales souvent encore n'est point possible; on aura le cadre, la coquille, l'enveloppe de l'ancien contrat, mais le régime ancien adopté ne sera plus qu'un régime nominal

Les stipulations anciennes ne pourront plus être vivifiées et revivre.

En présence des dispositions de la loi, du jugement prononcé, des droits acquis, d'une liquidation et partage intervenus, des actes régulièrement accomplis dans l'intervalle, l'ancien contrat aura disparu et les modifications introduites entre les deux mariages devront être respectées tant vis-à-vis des tiers que vis-à-vis des enfants et même des époux entre eux.

Il va de soi qu'on devrait bien se garder de considérer comme enfant d'un premier lit par rapport à ceux qui seraient nés après la réunion des époux et au point de vue de l'application des articles 1098, 1496 et 1527 du Code civil les enfants précédemment issus du premier mariage.

Il est clair que la loi dans ces articles ne songe qu'à des enfants qui ne trouveraient pas dans la succession des nouveaux époux de compensation aux libéralités excessives que la passion peut entraîner leur auteur remarié à se faire allouer. Or les enfants issus du premier mariage succéderont, au contraire, également à l'un et à l'autre.

Mais il était utile de le dire, et l'amendement proposé à la Chambre par l'honorable M. Woeste a été adopté au Sénat, sauf le changement de texte rendu nécessaire par les modifications admises.

La Commission de la Chambre n'hésite pas à proposer l'adoption du projet de loi tel qu'il est modifié par le Sénat; il n'existe pas de raison sérieuse, suffisamment plausible pour arrêter, par des discussions peu justifiées sur des intérêts pécuniaires, la réalisation de la grande réforme due à l'initiative parlementaire.

Le Code civil consent parfois à la rupture du contrat civil par le divorce, mais il le fait à regret, le législateur eût voulu assurer au lien conjugal, destiné à durer toujours, à perpétuité, et par une contradiction évidente, l'article 298 du Code allait jusqu'à interdire la réconciliation aux époux une fois divorcés.

Le projet de loi supprime cette disposition tout particulièrement grave et inique, et il ne se trouvera pas, nous l'espérons, dans la Chambre, une voix discordante pour enrayer ou retarder le vote du projet; toute tentative dans ce sens resterait isolée, sans écho et serait repoussée, nous en avons confiance, par l'immense majorité des Membres de la Chambre.

Le Rapporteur,
F. DOHET-DELRUE.

Le Président,
E. NERINCX.

ANNEXE

Projet de loi modifiant l'article 295 du Code civil ⁽¹⁾ .	Wetsvoorstel tot wijziging van arti- kel 295 van het Burgerlijk Wet- boek ⁽¹⁾ .
---	--

TEXTE AMENDÉ PAR LE SÉNAT ⁽²⁾.

LÉOPOLD II, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanc-
tionnons ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

L'article 295 du Code civil est remplacé
par la disposition suivante :

ART. 295. — Les époux divorcés pour-
ront se réunir en faisant célébrer de nou-
veau leur mariage, *sans être tenus d'observer
ni le délai de trois ans fixé par l'article 297,
ni même le délai fixé par les articles 228 et
296, si l'épouse n'a pas contracté dans l'in-
tervalle un autre mariage dont la dissolution
remonte à moins de dix mois.*

TEKST DOOR DEN SENAAT GEWIJZIGD ⁽²⁾.

LEOPOLD II, Koning der Belgen,

*Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden,
HEIL!*

De Kamers hebben aangenomen en Wij
bekrachtigen hetgeen volgt :

EENIG ARTIKEL.

Artikel 295 van het Burgerlijk Wetboek
wordt vervangen door de navolgende bepa-
ling :

ART. 295. — Gescheiden echtgenooten
mogen zich opnieuw vereenigen door hun
huwelijk andermaal te doen voltrekken,
*zonder verplicht te zijn noch den termijn
van drie jaren, bepaald bij artikel 297, noch
zelfs den termijn bepaald bij de artikelen 228
en 296 in acht te nemen, indien de echtge-
noote niet, in den tusschentijd, een ander
huwelijk heeft aangegaan, waarvan de ontbin-
ding tot minder dan tien maanden opklimt.*

⁽¹⁾ Voir les numéros 8, 15, 21, 26, 47 et 56
de la Chambre des Représentants; 31, 42 et 75
du Sénat.

⁽²⁾ Les amendements adoptés par le Sénat
sont imprimés en caractères *italiques*.

⁽¹⁾ Zie nummers 8, 15, 21, 26, 47 en 56 van
de Kamer der Volksvertegenwoordigers; 31,
42 en 75 van den Senaat

⁽²⁾ De amendementen, door den Senaat aan-
genomen, zijn met *cursiefletters* gedrukt.

Dans l'acte de mariage, on énoncera le lieu et la date de leur première union ⁽¹⁾.

Les articles 1098, 1496 et 1527 ne seront applicables que s'il existe des enfants issus d'un mariage contracté entre les deux unions ⁽²⁾.

Bruxelles, le 9 mai 1905.

Le Président du Sénat,

ÉMILE DUPONT.

Les Secrétaires,

B^{on} A. D'HUART.

In de akte van huwelijk worden de plaats en de dagteekening van hunnen eersten echt vermeld ⁽¹⁾.

De artikelen 1098, 1496 en 1527 zijn alleen dan van toepassing, wanneer er kinderen bestaan, geboren uit een huwelijk aangegaan tusschen de twee echtverbintenissen in ⁽²⁾.

Brussel, den 9^e Mei 1905.

De Voorzitter van den Senaat,

De Secretarissen,

(1) L'alinéa suivant a été supprimé par le Sénat :

« Les époux ne pourront, sauf le droit prévu par l'article 1451, adopter des conventions matrimoniales différentes de celles qui réglaient leur union avant le divorce. En cas d'absence de conventions et en cas de conventions contraires à celles de l'ancien contrat de mariage, celles-ci seront rétablies de plein droit. »

(2) Le texte adopté par la Chambre était rédigé comme il suit :

« Le rétablissement des conventions matrimoniales antérieures au divorce ne peut préjudicier aux droits des enfants tels qu'ils résultent des articles 1098, 1496 et 1527. Ces articles ne seront toutefois applicables que s'il existe des enfants issus d'un mariage contracté entre les deux unions. »

(1) De navolgende alinea werd door den Senaat weggelaten :

« De echtgenooten mogen, behoudens het recht voorzien bij artikel 1451, geene andere huwelijksche voorwaarden aannemen dan die waardoor hun huwelijk was geregeld vóór de echtscheiding. Bij gebrek aan huwelijksche voorwaarden en in geval van huwelijksche voorwaarden strijdig met die vervat in het vroegere huwelijkscontract, zijn deze laatste van rechtswege hersteld. »

(2) De tekst, door de Kamer aangenomen, luidde :

« Het weder invoeren van de huwelijksche voorwaarden die vóór de echtscheiding bestonden, kan geene schade toebrengen aan de rechten der kinderen zooals die voortvloeien uit de artikelen 1098, 1496 en 1527. Deze artikelen zijn echter alleen dan van toepassing, wanneer er kinderen bestaan, geboren uit een huwelijk aangegaan tusschen de twee echtverbintenissen in. »

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 JUNI 1905.

Ontwerp van wet tot wijziging van artikel 295 van het Burgerlijk
Wetboek ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DOHET.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp strekt vooral om gescheiden echtgenooten te veroorloven zich opnieuw te vereenigen; den 19ⁿ Januari 1905 werd het ter Kamer goedgekeurd met 105 stemmen tegen 6. Na in den Senaat te zijn gewijzigd voor punten van ondergeschikt belang, werd het in die vergadering goedgekeurd met 68 stemmen tegen ééne en eene onthouding.

De Senaats-Commissie had bij eenparigheid harer leden twee wijzigingen voorgesteld in den tekst die door de Kamer was aangenomen. Zij ontsloeg de echtgenooten die opnieuw elkander huwen, van het in acht nemen der termijnen, bepaald de in artikelen 297, 228 en 296 van het Burgerlijk Wetboek, indien de echgenoote in den tusschentijd geen ander huwelijk aanging, dat sedert min dan tien maanden is onthouden.

Deze bepaling werd in den Senaat ten volle goedgekeurd. De tweede wijziging schafte de bepaling af verbiedende aan de echtgenooten andere huwelijksche voorwaarden aan te nemen dan die waardoor hun huwelijk was geregeld vóór de echtscheiding.

Een voorstel van den heer Vandenpeereboom, om den tekst der Kamer te behouden, werd den 13ⁿ April in den Senaat door zitten en opstaan ver-

(1) Wetsontwerp, n^o 164.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer NERINX, bestond uit de heeren DECOCQ, HARMIGNIE, DENIS, HEYMANS, RAENDONCK, MABILLE et DOHET

worpen; den 9ⁿ Mei werd het andermaal en bij hoofdelijke stemming verworpen met 40 stemmen tegen 28.

Met eenparige stemmen der aanwezige leden vereenigde de Commissie zich met het gewijzigd wetsontwerp, zooals het in zijn geheel schier eenparig door den Senaat werd goedgekeurd.

Naar luid van artikel 228 van het Burgerlijk Wetboek, kan de vrouw geen tweede huwelijk aangaan dan na verloop van volle tien maanden sedert de ontbinding van het vorige huwelijk, en artikel 296 zegt dat ingeval van echtscheiding wegens bepaalde oorzaak, de gescheiden vrouw niet kan hertrouwen dan na tien maanden sedert het uitspreken der echtscheiding.

Ingeval van echtscheiding met wederzijdsche toestemming, zal geen van beide echtgenooten een nieuw huwelijk kunnen aangaan dan na verloop van drie jaren sedert de uitspraak der echtscheiding (art. 297).

Het zal eigenlijk weinig of niet voorkomen dat echtgenooten met elkander hertrouwen min dan tien maanden nadat de echtscheiding werd uitgesproken, en eene zelfde bedenking kan wellicht gelden voor den termijn van drie jaren, opgelegd aan hen die scheiden met wederzijdsche toestemming. De wetsbepalingen en namelijk het toekennen van de helft der goederen van elken der echtgenooten aan de uit hun huwelijk geboren kinderen, van af den dag hunner eerste verklaring, schijnen voldoende te waarborgen dat die echtgenooten niet met wederzijdsche toestemming uit den echt scheiden om dadelijk een nieuw huwelijk aan te gaan.

Reeds hadden de achtbare heeren Lemonnier en Janson ter Kamer de vraag gesteld of de artikelen 296 en 297 zouden behouden blijven en nog van kracht waren.

De Senaat was van oordeel dat die bepalingen geene reden van bestaan meer hebben, zoo de gewezen echtgenooten met elkander hertrouwen zonder dat de vrouw in den tusschentijd een anderen echt sloot, die op zijne beurt werd ontbonden.

De termijn van tien maanden is maar noodig om alle betwisting over het vaderschap onmogelijk te maken; de termijn van drie jaar kan voor gevolg hebben dat de herroeping der echtscheiding en het opnieuw in stand komen der familie worden verhinderd, ofschoon het wetsvoorstel eigenlijk strekt om de hereeniging van de echtgenooten te bevorderen.

Wij zien er geen bezwaar en veeleer een voordeel in, dat echtelingen, die elkander opnieuw huwen, de termijnen niet moeten nakomen, welke zijn gesteld in de artikelen 297, 228 en 296 van het Burgerlijk Wetboek

Anderzijds werd door den Senaat de navolgende alinea weggelaten :

« De echtgenooten mogen, behoudens het recht voorzien bij artikel 1454, geene andere huwelijksche voorwaarden aannemen dan die waardoor hun huwelijk was geregeld vóór de echtscheiding. Bij gebrek aan huwelijksche voorwaarden en in geval van huwelijksche voorwaarden strijdig met die vervat in het vroegere huwelijkscontract, zijn deze laatste van rechtswege hersteld. »

Onbetwistbaar bedoelden de stellers van het wetsontwerp vooral de door het belang der samenleving en door de zedenleer gewraakte bepaling van artikel 295 van het Burgerlijk Wetboek te schrappen, volgens welke

de echtgenooten, om 't even uit welken hoofde gescheiden, niet meer met elkander kunnen trouwen.

Intrekking van artikel 295 van het Burgerlijk Wetboek is redematig, redelijk, gewetensvol, zedelijk, menschlievend en rechtvaardig.

Om gemakkelijker het beoogde doel te bereiken, hadden wij raadzaam geoordeeld aan het eerste ontwerp van het Burgerlijk Wetboek van den heer Laurent den tekst te ontleenen van ons voorstel, waarbij gescheiden echtgenooten zich kunnen hereenigen door hun huwelijk opnieuw te doen voltrekken en hunne huwelijksche voorwaarden terug te bepalen zooals zij de eerste maal waren vastgesteld.

Doch met het oog op de voornaamste bepaling des ontwerps, zijn geldelijke belangen voorwaar van ondergeschikte waarde.

Reeds had de achtbare Minister van Justitie de bepaling betreffende de huwelijksche voorwaarden tot eene afzonderlijke bepaling gemaakt, omdat, zegde hij, naar de opvatting der stellers van het ontwerp, de hereeniging der echtgenooten, de geldigheid van hun nieuw huwelijk voorzeker niet kon afhangen van een contract waarbij de oorspronkelijke huwelijksche voorwaarden opnieuw worden aangenomen. Ook luidde het aan de Kamer onderworpen amendement: « Bij gebrek aan huwelijksche voorwaarden of in geval van huwelijksche voorwaarden strijdig met die vervat in het vroegere huwelijkscontract, zijn deze laatste van rechtswege hersteld. » Dat was eene noodzakelijk geachte bekrachtiging van het verbod voor echtgenooten om andere huwelijksche voorwaarden aan te nemen dan die welke hunnen echt vóór de scheiding regelden.

Wij hoeven te bekennen dat dit amendement, ter Kamer bestreden door den achtbaren heer Mabilie, de algemeene wet geweld aandeed; in artikel 1400 onderstelt het Wetboek dat, zoo echtgenooten, eerst gehuwd onder het stelsel der gemeenschap van aanwinsten, scheiding van goed of alle ander huwelijksstelsel, met elkander opnieuw trouwen zonder contract, gemelde echtgenooten noodzakelijk gehuwd zijn onder het stelsel van wettelijke gemeenschap.

Het u thans voorgelegd ontwerp zegt dat gescheiden echtgenooten zich opnieuw kunnen vereenigen door hun huwelijk andermaal te doen voltrekken.

Dit brengt mede dat deze nieuwe voltrekking is onderworpen aan al de bedingen voor den vorm en den grond der huwelijken.

Volgens de door de Kamer aangenomen bepaling, zou er evenwel een uitwerking bestaan die is teweeggebracht door de herinnering aan het eerste huwelijk, te weten dat de echtgenooten geene andere huwelijksche voorwaarden zouden kunnen aannemen dan die van hun eerste huwelijk.

Deze oplossing, door den Senaat nauwkeurig onderzocht, werd daar ernstig bedild.

Ongetwijfeld nemen wij als verslaggever volgaarne de gelegenheid waar om andermaal hulde te brengen aan het beginsel van de bestendigheid des huwelijks, welks wettelijke bekrachtiging ons toeschijnt immermeer te worden vereischt door het belang der kinderen, der samenleving en der menschheid.

Doch dat veelomvattend ernstig vraagstuk is ons thans niet gesteld, want wij beschouwen eenvoudig, met het oog op het contract voor echtgenooten die met elkander hertrouwen, de bepalingen onzer burgerlijke wet.

Welnu, de beraadslaging in den Senaat deed inzonderheid uitschijnen dat, krachtens het Wetboek, wanneer een huwelijk is ontbonden door echtscheiding, er noodzakelijk een nieuw contract moet gemaakt worden indien de echtgenooten zich opnieuw vereenigen.

Het door de echtgenooten aangenomen stelsel was eene overeenkomst, en er bestaat geene overeenkomst zonder gezamenlijke toestemming om ze te vernieuwen.

Overigens heeft het gevelde vonnis rechten verleend aan de echtgenooten, en tegen hunnen dank mogen zij daarvan niet worden beroofd.

Dit is zoo waar, dat zoo de echtgenooten, in plaats van zich opnieuw te vereenigen, gebruik maakten van het recht hun verleend door de burgerlijke wet en ieder zijnerzijds met iemand anders trouwde, zij overeenkomsten naar goeddunken kunnen sluiten.

Overigens vraagt men zich af met den achtbaren heer Braun, verslaggever over de wet in den Senaat, waarom men aan echtgenooten die met elkander hertrouwen zou ontzeggen wat de wet veroorlooft aan echtgenooten die eenvoudig van tafel en bed zijn gescheiden.

Artikel 1451 van het Burgerlijk Wetboek zegt, dat de door scheiding ontbonden gemeenschap slechts kan worden hersteld met toestemming van beide partijen en enkel door eene akte voor notaris en met minute, waarvan een afschrift moet worden aangeplakt op de wijze in artikel 1445 bepaald.

De redenen, opgegeven in artikel 1451 van het Burgerlijk Wetboek in zake van scheiding van tafel en bed, zijn *a fortiori* van toepassing op echtgenooten die met elkander hertrouwen nadat de echtscheiding is uitgesproken, en het recht, toegekend aan van tafel en bed gescheiden echtgenooten komt geenszins overeen met de bepaling volgens welke gescheiden echtgenooten, die zich opnieuw willen vereenigen, het vroegere contract moeten aannemen.

Zoo komt het dat echtgenooten, wier echt niet is ontbonden, waarvan de band slechts is verzwakt, ondanks eene latere verzoening, mogen kiezen tusschen het behoud van het vroegere stelsel (artikel 1451) of het aannemen van een nieuw (artikel 311), terwijl echtgenooten, wier huwelijk werd verbroken door echtscheiding, die volgens de burgerlijke wet mogen hertrouwen met derden, dat recht niet genieten.

Bij de rechtskundige redenen komen zedelijke redenen, waarmede de stellers van het wetsontwerp rekening hebben te houden.

« Zoo gemeenschap van personen tot noodzakelijk gevolg had gemeenschap van goederen, zegt Laurent, dan zouden de echtgenooten kunnen verkiezen van tafel en bed gescheiden te blijven; de wet die de hereeniging der echtgenooten bevordert zou hun dus volkomen vrijheid moeten laten voor de regeling hunner geldelijke belangen. »

De Minister van Justitie zegde in den Raad van State, ter zitting van 16 nivôse jaar X : « Het huwelijk is het heiligste aller contracten, slechts met weerzin veroorlooft de wet zijne ontbinding; dus kan men niet te zeer verlangen dat het opnieuw tot stand kome : dit vergt het belang der samenleving, der kinderen, der familie. »

Niets van wat daartegen wordt aangevoerd werpt deze bedenkingen omverre. Wat zijn geldelijke belangen, ten aanzien van zulke groote belangen?

Overigens mag de vrees, dat echtgenooten enkel zouden scheiden om hunne huwelijksche voorwaarden te wijzigen, niet overdreven worden.

Zooals de achtbare heer Vanden Heuvel deed opmerken, is echtscheiding geen zoo eenvoudig iets; het eischt formaliteiten, tijd, kosten, tusschenkomst van het gerecht; daarenboven brengt zij, gezien den toestand onzer zeden, vaak eene betrekkelijke vermindering van den maatschappelijken toestand mede, zoodat niemand dergelijke rechtspleging aangaat zonder rijp overleg.

Welk bedrog kan men duchten, wanneer echtscheiding wordt verwekt door ongebondenheid, gewelddaden en grove beledigingen? En zoo de echtscheiding is uitgesproken met wederzijdsche toestemming, zal dan het toekennen van den eigendom van de helft der goederen eens echtgenoots aan de uit hun huwelijk gesproten kinderen niet genoeg waarborgen tegen eene echtscheiding die enkel zou strekken om de huwelijksche voorwaarden te wijzigen?

Eindelijk, en dat is eenigszins eene afdoende feitelijke reden, om niet de stemming te verdagen van een wetsontwerp, waarvan de voornaamste bepaling schier eenparig werd aangenomen door de leden van Kamer en Senaat, moesten de echtgenooten een bedrieglijk inzicht koesteren, zij zouden, in plaats van den uitersten maatregel van echtscheiding aan te wenden, in hun dagelijksch leven wel andere doelmatigere middelen vinden om den aard van hun vermogen te veranderen en het aan hunne schuldeischers te onttrekken.

De vroegere huwelijksche voorwaarden aannemen, is vaak ook niet mogelijk; men zal wel den omvang, de schulp, het omhulsel van het vroegere contract hebben, doch het eerst aangenomen stelsel zal nog slechts bij naam bestaan.

De vroegere bepalingen kunnen niet meer in 't leven worden geroepen.

Gezien de bepalingen der wet, het uitgesproken vonnis, de verworven rechten, eene gedane afrekening en deeling, daden die intusschen regelmatig werden begaan, zal het vroegere contract verdwenen zijn en moeten de wijzigingen, tot stand gekomen tusschen de twee huwelijken in, geëerbiedigd worden, zoo ten aanzien van derden als ten aanzien van de kinderen en van de echtgenooten ondereen.

Het spreekt vanzelf dat men de kinderen, uit het eerste huwelijk gesproten, niet mag beschouwen als kinderen uit een eerste bed, ten opzichte van die welke zouden geboren worden nadat de echtgenooten opnieuw zijn vereenigd en met het oog op de toepassing van de artikelen 1098, 1496 en 1527 van 't Burgerlijk Wetboek.

't Is klaar dat de wet in die artikelen slechts het oog heeft op kinderen die niet in de erflating der nieuwe echtgenooten eene vergoeding zouden vinden voor de overdreven milde giften die hun hertrouwde ouder zich door harts-tocht kan doen toekennen. Welnu, de kinderen uit het eerste huwelijk zullen integendeel erfgenamen zijn van beide echtgenooten.

Doch het was raadzaam zulks te doen uitschijnen, en het amendement, ter

Kamer voorgesteld door den achtbaren heer Woeste, werd door den Senaat aangenomen, met de verandering van tekst, noodzakelijk geworden door de aangenomen wijzigingen.

Zonder aarzelen stelt de Commissie der Kamer voor, het wetsontwerp goed te keuren zooals het door den Senaat werd gewijzigd; er is geene ernstige genoegzaam aannemelijke reden om door weinig gerechtvaardigden redetwist over geldelijke belangen de verwezenlijking te vertragen van de groote hervorming die wij hebben te danken aan het initiatief van Kamerleden.

Soms laat het Burgerlijk Wetboek toe, dat het burgerlijk contract wordt verbroken door echtscheiding, doch met weerzin; de wetgever hadde eenen huwelijksband gewild die levenslang zou moeten duren, en door eene blijkbare strijdigheid verhoed artikel 293 van het Wetboek zelfs dat gescheiden echtgenooten zich met elkander zouden verzoenen.

Het wetsontwerp neemt die bijzonder erge en ongerechtigde bepaling weg en wij hopen dat er in de Kamer geen enkele stem zal oprijzen om de goedkeuring van het ontwerp te dwarsboomen of te vertragen; elke poging in dien zin zou afgezonderd en zonder weerklink blijven en worden verworpen door de overgroote meerderheid der Kamerleden: daarvan houden wij ons overtuigd.

De Verslaggever,
J. DOHET-DELRUE.

De Voorzitter,
E. NERINX.

BIJLAGE

Projet de loi modifiant l'article 293 du Code civil ⁽¹⁾ .	Wetsvoorstel tot wijziging van arti- kel 293 van het Burgerlijk Wet- boek ⁽¹⁾ .
---	--

 TEXTE AMENDÉ PAR LE SÉNAT ⁽²⁾.

LÉOPOLD II, Roi des Belges,
A tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanc-
tionnons ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

L'article 293 du Code civil est remplacé
par la disposition suivante :

ART. 293. — Les époux divorcés pour-
ront se réunir en faisant célébrer de nou-
veau leur mariage, *sans être tenus d'observer
ni le délai de trois ans fixé par l'article 297,
ni même le délai fixé par les articles 228 et
296, si l'épouse n'a pas contracté dans l'in-
tervalle un autre mariage dont la dissolution
remonte à moins de dix mois.*

 TEKST DOOR DEN SENAAT GEWIJZIGD ⁽²⁾.

LÉOPOLD II, Koning der Belgen,

*Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen,
HEIL!*

De Kamers hebben aangenomen en Wij
bekrachtigen hetgeen volgt :

EENIG ARTIKEL.

Artikel 293 van het Burgerlijk Wetboek
wordt vervangen door de navolgende bepa-
ling :

ART. 293. — Gescheiden echtgenooten
mogen zich opnieuw vereenigen door hun
huwelijk andermaal te doen voltrekken,
*zonder verplicht te zijn noch den termijn
van drie jaren, bepaald bij artikel 297, noch
zelfs den termijn bepaald bij de artikelen 228
en 296 in acht te nemen, indien de echtge-
noote niet, in den tusschentijd, een ander
huwelijk heeft aangegaan, waarvan de ontbin-
ding tot minder dan tien maanden opklimt.*

(1) Voir les numéros 8, 15, 21, 26, 47 et 56
de la Chambre des Représentants; 31, 42 et 75
du Sénat

(2) Les amendements adoptés par le Sénat
sont imprimés en caractères *italiques*.

(1) Zie nummers 8, 15, 21, 26, 47 en 56 van
de Kamer der Volksvertegenwoordigers; 31,
42 en 75 van den Senaat.

(2) De amendementen, door den Senaat aan-
genomen, zijn met *cursiefletters* gedrukt.

Dans l'acte de mariage, on énoncera le lieu et la date de leur première union ⁽¹⁾.

Les articles 1098, 1496 et 1527 ne seront applicables que s'il existe des enfants issus d'un mariage contracté entre les deux unions ⁽²⁾.

Bruxelles, le 9 mai 1905.

Le Président du Sénat,

ÉMILE DUPONT.

Les Secrétaires,

B^{on} A. D'HUART.

In de akte van huwelijk worden de plaats en de dagteekening van hunnen eersten echt vermeld ⁽¹⁾.

De artikelen 1098, 1496 en 1527 zijn alleen dan van toepassing, wanneer er kinderen bestaan, geboren uit een huwelijk aangegaan tusschen de twee echtverbintenissen in ⁽²⁾.

Brussel, den 9^e Mei 1905.

De Voorzitter van den Senaat,

De Secretarissen,

(1) L'alinéa suivant a été supprimé par le Sénat :

« Les époux ne pourront, sauf le droit prévu par l'article 1484, adopter des conventions matrimoniales différentes de celles qui réglaient leur union avant le divorce. En cas d'absence de conventions et en cas de conventions contraires à celles de l'ancien contrat de mariage, celles-ci seront rétablies de plein droit. »

(2) Le texte adopté par la Chambre était rédigé comme il suit :

« Le rétablissement des conventions matrimoniales antérieures au divorce ne peut préjudicier aux droits des enfants tels qu'ils résultent des articles 1098, 1496 et 1527. Ces articles ne seront toutefois applicables que s'il existe des enfants issus d'un mariage contracté entre les deux unions. »

(1) De navolgende alinea werd door den Senaat weggelaten :

« De echtgenooten mogen, behoudens het recht voorzien bij artikel 1484, geene andere huwelijksche voorwaarden aannemen dan die waardoor hun huwelijk was geregeld vóór de echtscheiding. Bij gebrek aan huwelijksche voorwaarden en in geval van huwelijksche voorwaarden strijdig met die vervat in het vroegere huwelijkscontract, zijn deze laatste van rechtswege hersteld. »

(2) De tekst, door de Kamer aangenomen, luidde :

« Het weder invoeren van de huwelijksche voorwaarden die vóór de echtscheiding bestonden, kan geene schade toebrengen aan de rechten der kinderen zooals die voortvloeien uit de artikelen 1098, 1496 en 1527. Deze artikelen zijn echter alleen dan van toepassing, wanneer er kinderen bestaan, geboren uit een huwelijk aangegaan tusschen de twee echtverbintenissen in. »